

**République Algérienne Démocratique et Populaire**

**Conseil National Economique, social et environnemental**



# **Le Règlement Intérieur du Conseil National Économique, Social et Environnemental**

**Adopté par l'assemblée plénière du 28 et 29 septembre 2021 et approuvé  
par décret executive n°22-151 du 10 Ramadhan 1443 correspondant  
au 11 avril 2022**

**Avril 2022**

**République Algérienne Démocratique et Populaire**  
**Décret exécutif n° 22-151 du 10 Ramadhan 1443 Correspondant au 11 avril 2022**  
**Portant approbation du règlement intérieur du Conseil national économique, social et environnemental**

**Le Premier Ministre,**

- Vu la Constitution, notamment ses articles 112- 5° et 141 (alinéa 2) ;
- Vu le décret présidentiel n° 21-37 du 22 jourmada El Oula 1442 correspondant au 6 janvier 2021 portant composition et fonctionnement du Conseil national économique, social et environnemental ;
- Vu le décret présidentiel n° 21-71 du 04 Rajab 1442 correspondant au 16 février 2021 portant organisation des services administratifs et techniques du Conseil national économique, social et environnemental ;
- Vu le décret présidentiel n° 21-275 du 19 Dhou El-kaâda 1442 correspondant au 30 juin 2021 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu le décret présidentiel n° 21-281 du 26 Dhou El-kaâda 1442 correspondant au 07 juillet 2021, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le procès-verbal du 30 septembre 2021 portant adoption, par l'Assemblée Générale, du règlement intérieur du Conseil national économique, social et environnemental ;

**Décète :**

**Article 1er.** – En application des dispositions de l'article 53 du décret présidentiel n°21-37 du 22 jourmada El Oula 1442 correspondant au 6 janvier 2021, susvisé, le présent décret a pour objet d'approuver le règlement intérieur du Conseil national économique, social et environnemental, joint en annexe au présent décret,

**Art. 2.** – Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

**Fait à Alger le 10 Ramadhan1443 correspondant au 11 avril 2022.**

**Aïmene BENABDERRAHMANE**

**Annexe**  
**Règlement intérieur du Conseil national économique, social et environnemental**  
**(Adopté par l'Assemblée Générale le 30 septembre 2021)**

**1** **TITRE I**  
**DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**Article 1er.** – Le présent règlement intérieur définit les règles générales régissant l'action du Conseil national économique, social et environnemental ainsi que le fonctionnement de ses travaux se déroulant au niveau de ses différents organes, commissions permanentes, sous-commissions et commissions adhoc, et les observatoires thématiques. Il définit également les règles de conduite applicables à ses membres. Le Conseil national économique, social et environnemental est ci-après dénommé « le Conseil ».

**Art. 2.** – Le présent règlement intérieur s'applique à tous les membres du Conseil, ainsi qu'à ses partenaires.

Ses dispositions sont applicables, peu importe le lieu où il se réunit au cas de nécessité ou d'intérêt.

**Art. 3.** – Le Conseil est une institution consultative et un cadre de dialogue, de concertation, de proposition, d'analyse et de prospective. A cet effet, il est chargé, outre les missions fixées à l'article 3 du décret présidentiel n° 21-37 du 22 Joumada El Oula 1442 correspondant au 6 janvier 2021 portant composition et fonctionnement du Conseil national économique, social et environnemental, des missions suivantes :

- l'organisation de séminaires, forums et journées d'étude sur des thèmes liés à ses missions ;
- l'organisation de forums internationaux sur les questions économique, sociale et environnementale ;
- l'édition de revues et de publications sur des thèmes liés à ses missions ;
- la conclusion des conventions et accords de coopération avec divers organismes nationaux et internationaux sur des thèmes inhérents à ses missions et compétences, et ce, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur,
- la redynamisation des relations avec les établissements d'enseignement supérieur et les conseils élus, de sorte à permettre la promotion du dialogue et de la concertation afin d'étudier les thèmes inhérents à ses missions et de proposer des solutions aux problématiques posées.

**2** **TITRE II**  
**COMPOSITION DU CONSEIL**

**Art. 4.** – Dès sa nomination, le président du Conseil convoque les membres de la Commission *ad hoc* prévue à l'article 16 du décret présidentiel n° 21-37 du 22 Joumada El

Oula 1442 correspondant au 6 janvier 2021 susvisé, afin de déterminer les critères de sélection des membres représentants de la société civile, et se charge de les publier.

**Art. 5.** – Le président du Conseil demande par courrier aux responsables des administrations, institutions de l'Etat, des secteurs économique, social et environnemental de proposer leurs représentants en qualité de membre au sein du Conseil, conformément aux modalités déterminées dans décret présidentiel n° 21-37 du 22 Joumada El Oula 1442 correspondant au 6 janvier 2021 susvisé.

**Art. 6.** – En cas de constatation de suppression de certains organismes ou de changement de leur nature juridique, le président du Conseil propose, par décision, des organismes de remplacement.

**Art. 7.** – Dès que la commission *ad hoc* ait défini, en vertu d'une délibération, les représentants du Conseil au titre des secteurs social et économique, ainsi que les représentants de la société civile, et que la nomination des *intuitu personae* est communiquée au président du Conseil, ce dernier fixe, par décision, la liste nominative définitive des deux cents (200) membres qui composeront le Conseil. La décision est publiée au *Journal officiel*, conformément aux dispositions de l'article 17 du décret présidentiel n° 21-37 du 22 Joumada El Oula 1442 correspondant au 6 janvier 2021 susvisé.

Le Président du conseil prend les dispositions nécessaires pour installer les membres officiellement en session cérémoniale et plénière lors de la première réunion de l'Assemblée Générale, et ce, pour un mandat de trois (3) ans, renouvelable une (1) fois.

**Art. 8.** – Les membres du Conseil prêtent serment lors de leur installation dans les termes déterminés à l'article 18 du décret présidentiel n° 21-37 du 22 Joumada El Oula 1442 correspondant au 6 janvier 2021 susvisé.

L'installation et la prestation de serment sont consignées dans un procès-verbal dont chaque membre reçoit une copie.

La copie officielle dudit procès-verbal est conservée dans les archives du Conseil, pour référence en cas de besoin.

**Art. 9.** — Lors de la session d'installation de la première Assemblée Plénière, le président du Conseil distribue à ses membres les formulaires d'engagement à ne pas se retrouver dans les situations d'incompatibilité prévues à l'article 9 du décret présidentiel n° 21-37 du 22 Joumada El Oula 1442 correspondant au 6 janvier 2021 susvisé.

Une enquête administrative est diligentée au sujet des déclarations des membres citées dans son engagement à ne pas se retrouver dans des situations d'incompatibilité.

Le membre qui se retrouve dans une situation d'incompatibilité en est avisé, et il lui est accordé un délai raisonnable pour régulariser sa situation, sous peine de perdre sa qualité de membre du Conseil.

Le membre perd, de plein droit, sa qualité de membre du Conseil s'il ne régularise pas son statut juridique.

Le membre perd également de plein droit, la qualité de membre s'il perd la qualité au titre de laquelle il a été nommé.

**Art. 10.** — Le membre doit informer, par écrit, le bureau du Conseil de la déclaration de candidature pour une fonction élective, dès réception du document d'acceptation de sa candidature aux élections, délivré par les organismes habilités à cet effet.

La qualité de membre du Conseil est suspendue, à compter de la date de déclaration de candidature pour une fonction électorale, jusqu'à la proclamation des résultats.

**Art. 11.** — Outre les cas prévus par le décret présidentiel n° 21-37 du 22 Joumada El Oula 1442 correspondant au 6 janvier 2021 susvisé, liés à la perte de la qualité de membre, de plein droit ou systématiquement, notamment les articles 09, 10 et 19, le membre perd sa qualité de membre du Conseil également dans les cas suivants :

- Le décès ;
- La démission ;
- La prononciation d'une sanction disciplinaire liée à la suspension et à la perte de la qualité de membre du Conseil, conformément aux dispositions de l'article 43 ci-dessous,
- La survenance d'un empêchement entravant l'exercice de la qualité de membre.

**Art. 12.** — Le président du Conseil prend, pour tous les cas mentionnés aux articles 9 et 10, une décision de perte de la qualité de membre. Le membre concerné est alors remplacé dans les mêmes conditions dans lesquelles il a été nommé.

Il procède également à l'actualisation de la liste nominative des membres du Conseil, qui est publiée au *Journal officiel*.



### TITRE III

## ELABORATION DES AVIS ET RAPPORTS SUR LES OBJETS DE SAISINE

**Art. 13.** — Le Président du Conseil présente aux membres du bureau du Conseil l'objet de la saisine émanant du Président de la République ou du Premier Ministre ou du Chef du Gouvernement, selon le cas, prévue à l'article 4 du décret présidentiel n° 21-37 du 22 Joumada El Oula 1442 correspondant au 6 janvier 2021 susvisé, dès sa réception.

Après étude de l'objet de la saisine et en vue d'émettre les avis ou les rapports requis, le bureau du Conseil procède à :

- nommer une ou plusieurs commissions permanentes ;
- créer une commission *ad hoc* composée des membres du Conseil.

Il fixe également les délais d'exécution dans les limites maximales fixées par l'article 5 du décret présidentiel n° 21-37 du 22 Joumada El Oula 1442 correspondant au 6 janvier 2021 susvisé.

**Art. 14.** — Si la commission permanente ou la commission *ad hoc* estime que l'objet de la saisine nécessite une prolongation du délai de remise de l'avis ou du rapport, son président adresse au bureau une demande justifiée, fixant le délai supplémentaire requis, sans que cette prolongation n'excède trente (30) jours.

Le bureau fixe le délai de prolongation et le communique à la commission concernée qui doit le respecter.

**Art. 15.** — En cas de signalement de l'urgence par l'organisme de saisine, le président du Conseil peut prendre les mesures nécessaires, en vue d'assurer la complétude des avis ou rapports.

**Art. 16.** — Dans le cadre d'élaboration des avis et rapports et conformément à l'article 6 du décret présidentiel n° 21-37 du 22 Joumada El Oula 1442 correspondant au 6 janvier

2021 susvisé, et en coordination avec les services du Premier Ministre, le ministre concerné, ou les responsables d'institutions et/ou d'établissements publics ou leurs représentants ayant le grade de directeur central, au moins, peuvent assister aux travaux de la commission pour apporter les éclairages nécessaires.

Les invitations sont envoyées, avec le dossier joint, au moins, dix (10) jours avant la tenue de la séance des travaux, sous réserve que ce délai n'excède pas vingt (20) jours, selon la nature de la saisine.

Seul le président du Conseil a la compétence pour signer ces invitations.

**Art. 17. —** La commission se charge de transmettre l'avis ou le rapport, dès son élaboration, au bureau du Conseil, qui jugera de la possibilité, ou non, de sa programmation pour étude et adoption en assemblée générale, ou en réunion de bureau.

**Art. 18. —** Le président du Conseil signe la copie originale de l'avis ou du rapport dont une copie est conservée dans les archives du Conseil.

Le président du Conseil communique l'avis ou le rapport, accompagné, le cas échéant, des pièces justificatives, aux autorités de saisine en trois (3) exemplaires.



#### TITRE IV

### RECOURS A L'ASSISTANCE DES PERSONNALITES PARTICIPANTES ET INVITATION DES PERSONNES ET/OU EXPERTS

#### Partie 1

#### Recours à l'assistance des personnalités participantes

**Art. 19. —** Le bureau du Conseil se réunit pour définir et arrêter les conditions exigées aux personnalités participantes, prévues à l'article 32 du décret présidentiel n° 21-37 du 22 Joumada El Oula 1442 correspondant au 6 janvier 2021 susvisé.

Le bureau du Conseil détermine, en fonction des besoins exprimés par les commissions permanentes, les compétences requises pour la désignation des personnalités participantes, et fixe, par instruction, les conditions liées à l'expertise dans le domaine requis, aux compétences et à l'expérience.

Les présidents des commissions présentent les propositions des personnalités participantes au bureau qui les recueille et les répertorie.

La liste est présentée aux membres du bureau du Conseil pour vote, sous réserve qu'elle ne comporte pas plus de dix (10) personnalités.

**Art. 20. —** Les personnalités participantes sont désignées par décision du président du Conseil. Un contrat régi par la législation en vigueur est conclu avec chaque personnalité participante.

**Art. 21. —** Toute personnalité participante est tenue au secret professionnel, ainsi que de toutes informations et documents portés à sa connaissance pendant ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sous peine des sanctions prévues par la législation en vigueur.

## PARTIE 2 Invitation des personnes et/ou experts

**Art. 22.** — Le Conseil peut désigner toute personne et/ou expert dont la contribution est utile à ses travaux, parmi ceux inscrits sur la liste préalablement établie par le président du Conseil, après avis du bureau.

**Art. 23.** — Le président du Conseil publie une annonce de candidature à la liste des personnes et experts auxquels le Conseil peut recourir, définissant notamment les spécialités requises, les diplômes ou connaissances théoriques et pratiques requis, ainsi que l'expérience professionnelle requise qui, dans tous les cas, ne doit pas être inférieure à dix (10) ans pour chaque spécialité.

La liste de ces personnes et experts est arrêtée après avoir reçu les candidatures et vérifié que les conditions sont remplies.

**Art. 24.** — La personne ou l'expert désigné est responsable des documents qui lui sont remis dans le cadre de la mission qui lui est confiée. Il doit les restituer au Conseil après l'accomplissement de sa mission.

**Art. 25.** — Toute personne et/ou expert est tenu au secret professionnel, ainsi que de toutes les informations et documents portés à sa connaissance pendant ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sous peine des sanctions prévues par la législation en vigueur.

**Art. 26.** — La personne ou l'expert désigné accomplit sa mission dans le cadre d'une convention fixant sa durée, les travaux requis, les délais de leur livraison, et les honoraires de l'expert.



### TITRE V

## OBLIGATIONS ET DROITS DES MEMBRES DU CONSEIL

**Art. 27.** — Les membres du Conseil sont soumis aux obligations et jouissent des droits prévus par le décret présidentiel n° 21-37 du 22 Joumada El Oula 1442 correspondant au 6 janvier 2021 susvisé, selon le détail ci-dessous, concernant chaque obligation et droit.

### Partie 1 Obligations des membres du conseil

**Art. 28.** — Chaque membre prête serment debout lors de la session d'installation, en répétant le texte du serment lu par le président du Conseil ou par la personne qu'il délègue.

**Art. 29.** — La présence aux travaux de l'Assemblée Plénière et des commissions est personnelle et obligatoire, sauf justification valable de l'absence ou autorisation expresse et préalable du président du Conseil et/ou du président de la commission concernée, selon le cas, consignée dans un registre spécial visé par le président du Conseil.

Compte tenu des dispositions de l'alinéa précédent, la qualité de membre est retirée en cas d'absence répétée par dépassement des limites autorisées par l'article 19 du décret présidentiel n° 21-37 du 22 Joumada El Oula 1442 correspondant au 6 janvier 2021 susvisé.

Le président du Conseil informe, par écrit, l'autorité de tutelle des membres du Conseil qui représentent les grandes entreprises et institutions, des cadres dirigeants des établissements scolaires, universitaires et de formation professionnelle ainsi que ceux des administrations et institutions de l'État, de l'absence du membre y relevant, et ce, dans les quarante-huit (48) heures qui suivent son absence injustifiée, afin de prendre les dispositions nécessaires.

**Art. 30.** — Le membre du Conseil doit veiller au respect des dispositions du présent règlement intérieur. Il doit, dans un souci d'une meilleure représentativité, fournir des efforts dans sa mission, participer effectivement et efficacement aux travaux du Conseil et aux réunions des commissions et s'engager à exécuter dans les délais impartis et avec la qualité requise les tâches qui lui sont confiées.

**Art. 31.** — Dans le cadre du respect de la confidentialité, le membre du Conseil ne doit divulguer aucunes informations et aucuns faits classés confidentiels, sous peine des sanctions pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des poursuites disciplinaires.

**Art. 32.** — Le devoir de réserve est un engagement noble et étroitement lié à la qualité de membre du Conseil. Le membre doit se comporter, à cet effet, d'une manière appropriée à la représentation de cette institution constitutionnelle. A cet égard, il doit notamment s'abstenir de faire des déclarations au nom du Conseil à toute institution sauf autorisation expresse de son président.

**Art. 33.** — L'interdiction d'user de la qualité ou du poste exige l'adoption d'un comportement honorable et intègre, et l'éloignement de tout soupçon lié à d'éventuels actes de corruption.

L'usage de la qualité de membre et du poste est limité uniquement à l'exécution des tâches qui lui sont associées.

**Art. 34.** — La qualité de membre ne peut être cumulée avec l'occupation d'un poste administratif dans les fonctions prévues par le décret présidentiel n° 21-71 du 4 Rajab 1442 correspondant au 16 février 2021 portant organisation des services administratifs et techniques du Conseil national économique, Social et environnemental.

## **PARTIE 2** **Droits des membres du conseil**

**Art. 35.** — Afin d'accomplir les missions liées à l'adhésion, les membres du Conseil jouissent du droit de :

- de débattre et d'exprimer librement leurs opinions lors des travaux du Conseil et des réunions des différentes commissions, dans le respect dû aux présidents et des opinions d'autrui ainsi que du devoir de confraternité ;
- d'obtenir les documents nécessaires à l'accomplissement des missions qui leur sont confiées, ainsi que les publications émises par le Conseil, selon la spécialité de la commission à laquelle ils appartiennent, à l'exception de celles dont le président a des réserves quant à la publication ;
- de bénéficier des facilitations administratives et matérielles, et ce, dans le cadre des dispositions réglementaires en vigueur ;

- d'invoquer la qualité de membre du Conseil à l'occasion de leurs interventions médiatiques ou de leurs publications scientifiques et professionnelles, après en avoir informé, au préalable, le président du Conseil.

**Art. 36.** — Les membres du conseil bénéficient de la prise en charge des frais d'hébergement et de restauration lors des sessions du Conseil et/ou des réunions des commissions ou des séances de travail, ainsi que les frais des missions auxquelles ils participent, et selon les modalités précisées par le bureau du Conseil dans le cadre du plein respect de la réglementation en vigueur en la matière.

**Art. 37.** — L'Etat garantit la protection des membres du conseil contre les pressions, menaces, outrages, diffamation, attaques ou agressions dont ils peuvent faire objet, pendant ou à l'occasion de l'exercice de leur mandat.

**Art. 38.** — Le membre du Conseil reste affilié à l'organisme qui l'a désigné, et la qualité de membre ne donne pas droit au détachement. A ce titre, il bénéficie de tous les droits et avantages attachés au secteur ou à l'organisme d'affiliation.

## **6** TITRE VI REGLES DE DISCIPLINE

**Art. 39.** — Tout membre du Conseil peut faire l'objet de mesure disciplinaire, pour les actes qu'il commet, pendant ou à l'occasion de l'exercice du mandat au sein du Conseil en violation des règles, des règlements, des règles du Code d'éthique et de déontologie professionnelles et des dispositions du présent règlement intérieur.

**Art. 40.** — Le président du Conseil peut adresser à l'un des membres un rappel à l'ordre pendant le déroulement des travaux du Conseil.

Le rappel à l'ordre représente une mesure proactive. Il peut être verbal et direct en session plénière ou par écrit.

Le rappel à l'ordre est adressé dans les cas suivants :

- prise de parole lors des réunions sans autorisation ;
- absence de contributions positives aux travaux du Conseil et défaut d'accomplissement des travaux requis ;
- manque de respect dû aux membres du Conseil lors des réunions,
- non-respect du fonctionnement des différents organes et entrave à leur activité.

**Art. 41.** — Il est institué, sous la présidence du président du Conseil, une commission spéciale chargée des règles de discipline composée :

- des présidents des sept (7) commissions permanentes ;
- d'un (1) représentant des membres au titre des secteurs économiques ;
- d'un (1) représentant des membres au titre de la société civile ;
- d'un (1) représentant des membres au titre des *intuitu personae* ;
- d'un (1) représentant des membres au titre des administrations et institutions de l'Etat.

Le Secrétaire général du Conseil assiste aux réunions de la commission, en assure le secrétariat et a voix consultative.

La composition de la commission spéciale est fixée suite à l'approbation de l'Assemblée plénière, sur proposition du président du Conseil.

**Art. 42.** — La Commission spéciale se réunit sur convocation du président, pour examiner les rapports qui lui sont présentés par le bureau à l'encontre de tout membre du Conseil.

**Art. 43.** — La commission spéciale est compétente pour prononcer les sanctions administratives suivantes :

- **Avertissement** : il représente une mesure disciplinaire punitive à l'encontre du membre et est appliqué dans les cas suivants :
  - la répétition d'actions nécessitant rappel à l'ordre ;
  - l'absence quatre (4) fois aux réunions des commissions, sans justification ;
  - l'absence deux (2) fois aux travaux du Conseil, sans justification ;
  - la déclaration aux médias au nom du Conseil sans l'autorisation préalable de son président ;
  - l'usage de la qualité de membre du Conseil pour la campagne électorale ou partisane ;
  - Le refus ou non réalisation des travaux liés à la spécialité du membre.
- **Suspension et perte de la qualité de membre du Conseil** : elle constitue la mesure finale après épuisement des procédures de rappel à l'ordre et d'avertissement, à l'exception des deux (2) cas cités dans les points 2 et 3 ci-dessous, qui entraînent la perte systématique et directe de la qualité de membre. Cette procédure est appliquée dans les cas suivants :
  - la répétition des fautes entraînant une sanction d'avertissement ;
  - l'absence cinq (5) fois aux travaux des différentes commissions, sans justification ;
  - l'absence à plus de deux (2) sessions des travaux du Conseil, sans justification ;
  - l'insulte ou injure envers un membre ou un employé du Conseil ;
  - le recours à la violence contre les membres ou employés du Conseil ;
  - la divulgation de faits ou d'informations classés confidentiels ;
  - le non-respect de l'obligation de réserve dictée par la charte d'éthique et de déontologie professionnelles ;
  - l'usage de la qualité de membre à des fins autres que celles qui relèvent de l'exercice de son mandat.

Les décisions de la commission spéciale sont prises à la majorité des voix, et en cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

Le président du Conseil se charge de l'exécution des décisions de la commission spéciale. L'autorité de tutelle dont relève le membre concerné est notifiée. Le concerné est remplacé dans les conditions et les modalités prévus.



## TITRE VII

### ORGANISATION DES STRUCTURES DU CONSEIL

**Art. 44.** — Conformément aux dispositions des articles 34 et 47 du décret présidentiel n° 21-37 du 22 Joumada El Oula 1442 correspondant au 6 janvier 2021 susvisé, les organes du Conseil sont :

- Le président ;

- L'Assemblée Plénière ;
- Le bureau ;
- Les commissions permanentes.

Le Conseil peut, au besoin, créer d'autres structures d'appui représentées sous forme de sous-commissions, des commissions *ad hoc* et des observatoires thématiques, selon les modalités et mesures prévues au présent règlement.

## PARTIE 1 Du président

**Art. 45.** — Outre les attributions du président du Conseil prévues par l'article 36 du décret présidentiel n° 21-37 du 22 Joumada El Oula 1442 correspondant au 6 janvier 2021 susvisé, le président du Conseil se charge de :

- de convoquer les membres du Conseil à se réunir en Assemblée Plénière, en ses sessions ordinaires ou extraordinaires ;
- de convoquer les membres du bureau du Conseil pour se réunir ;
- d'élaborer et de signer les décisions internes, notamment les décisions de répartition des tâches aux membres du Conseil, de définition des tâches du vice-président, de la décision de nomination des personnalités participantes, et la liste des personnes et/ou experts auxquelles le Conseil peut recourir pour assistance ;
- de mettre en œuvre les décisions de la commission spéciale chargée des règles de discipline ;
- de conclure des contrats, conventions et accords liés, notamment au recours à l'assistance des personnalités, personnes et/ou experts participants ;
- de prendre et de signer la sanction de rappel à l'ordre.
- 

## PARTIE 2 De l'assemblée plénière

**Art. 46.** — Les invitations sont envoyées aux membres du Conseil, au moins, quinze (15) jours avant la tenue de l'Assemblée Plénière, accompagnées de l'ordre du jour et d'une copie des documents objets d'étude.

Dans le cas des sessions extraordinaires, les invitations sont envoyées, au moins, cinq (5) jours avant leur tenue.

**Art. 47.** — L'Assemblée Plénière est investie des missions fixées par l'article 37 du décret présidentiel n° 21-37 du 22 Joumada El Oula 1442 correspondant au 6 janvier 2021 susvisé.

**Art. 48.** — Après avoir écouté des versets du Saint Coran, et l'hymne national le président du Conseil, qui préside les travaux de l'Assemblée Plénière, annonce, par allocution d'ouverture, le commencement des travaux.

**Art. 49.** — La présence aux travaux de l'Assemblée plénière est prouvée par émargement sur la feuille de présence.

**Art. 50.** — Les travaux de l'Assemblée plénière se tiennent en sessions plénières, sauf si le président ou la majorité de ses membres, en décide autrement en raison du thème objet d'étude.

**Art. 51.** — A l'ouverture de la session de l'Assemblée Plénière, le président du Conseil désigne les membres du secrétariat technique parmi les membres du Conseil.

Le secrétariat technique est chargé d'enregistrer les travaux de l'Assemblée Plénière dans un registre spécial, coté et paraphé, à cet effet.

Il enregistre également les interventions des membres et les décisions qui ont fait l'objet de délibération.

Le secrétariat rédige également, avec l'aide du secrétariat général du Conseil, le procès-verbal final de la session, qui sera signé par le président.

**Art. 52.** — L'ordre du jour des sessions de l'Assemblée Plénière est approuvé lors du commencement des travaux à la majorité des membres présents, et aucun autre point ne peut être inscrit après son approbation.

Les autres points proposés par la suite pourront être reportés à la session suivante, s'ils sont maintenus.

**Art. 53.** — Le président dirige la session, et donne la parole aux membres de l'Assemblée Plénière qui souhaitent intervenir selon l'ordre du jour approuvé, et ce, après s'être inscrit sur la liste des intervenants, qui est déposée auprès du secrétariat technique.

Le président fixe le temps consacré pour chaque intervention, afin de permettre le respect des délais du déroulement de la session.

Un point d'ordre est considéré comme une intervention en matière d'organisation uniquement. Il n'est pas permis de l'exploiter pour aborder le contenu de l'ordre du jour.

**Art. 54.** — Les travaux de la session de l'Assemblée plénière sont clôturés par la lecture des rapports et recommandations finaux.

### **PARTIE 3** **Du bureau du conseil**

**Art. 55.** — Conformément à l'article 41 du décret présidentiel n° 21-37 du 22 Joumada El Oula 1442 correspondant au 6 janvier 2021 susvisé, le bureau, présidé par le président du Conseil, est composé des présidents des sept (7) commissions permanentes et de trois (3) représentants des *intuitu personae* choisies pour des considérations personnelles, que le bureau du Conseil choisit par voie de vote lors de sa première session, sur la liste des personnalités préparée à l'avance sur la base de leur candidature.

**Art. 56.** — Les membres du bureau élisent parmi eux un vice-président, en votant par lui parmi les candidats.

Ces élections sont organisées par le membre le plus âgé et le membre le plus jeune, non candidats.

**Art. 57.** — Le bureau du Conseil se réunit en réunions ordinaires une fois tous les trois (3) mois, et en réunions extraordinaires chaque fois que de besoin, sur convocation de son président, ou à la demande des deux tiers (2/3) de ses membres.

Les convocations sont adressées aux membres du bureau au moins, dix (10) jours avant la réunion, accompagnées de l'ordre du jour et des documents proposés pour l'étude,

Le délai des réunions extraordinaires est réduit à cinq (5) jours.

**Art. 58.** — Les travaux du bureau sont présidés par le président du Conseil ou son vice-président délégué par le président en l'absence de ce dernier. L'ordre du jour de la réunion est approuvé lors de la tenue de la session à la majorité des membres présents.

Les différentes décisions sont approuvées à la majorité des voix des membres du bureau présent, et en cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

Le vote est personnel et non déléguable.

**Art. 59.** — La technologie de visioconférence peut être utilisée lors des réunions du bureau, chaque fois que nécessaire sur autorisation du président du Conseil.

La réunion en visioconférence est considérée comme une réunion en présentiel ou personnelle.

## **PARTIE 4** **Des commissions permanentes**

**Art. 60.** — Conformément aux dispositions de l'article 44 du décret présidentiel n° 21-37 du 22 Joumada El Oula 1442 correspondant au 6 janvier 2021 susvisé, le Conseil est composé de sept (7) commissions permanentes comme suit :

- la commission des compétences, de capital humain et de la transformation numérique ;
- la commission de la concurrence, de la régulation et de l'économie mondiale ;
- la commission de la démographie, de la santé et des territoires ;
- la commission de l'environnement, de la transition énergétique et du développement durable ;
- la commission de la gouvernance financière et des politiques économiques ;
- la commission des processus démocratiques et de la participation citoyenne,
- la commission des Algériens établis à l'étranger.

**Art. 61.** — Le président du Conseil se charge de la répartition initiale de tous les membres du Conseil sur les commissions permanentes en fonction de leurs spécialités et qualifications.

**Art. 62.** — Les membres de chaque commission désignée élisent les membres de la commission permanente, compte tenu des dispositions de l'article 45 du décret présidentiel n° 21-37 du 22 Joumada El Oula 1442 correspondant au 6 janvier 2021 susvisé.

**Art. 63.** — Les opérations d'élection des membres de la commission permanente sont conduits par le membre le plus âgé et le membre le moins âgé non candidats de chaque commission, qui se chargent de diriger et de superviser le processus électoral.

**Art. 64.** — Les membres désignés de chaque commission élisent, dans une première phase, les membres de la commission permanente, compte tenu des dispositions de l'article 45 du décret présidentiel n° 21-37 du 22 Joumada El Oula 1442 correspondant au 6 janvier 2021 susvisé.

En cas d'égalité des voix, le membre le plus jeune est choisi pour faire partie de la commission permanente.

**Art. 65.** — L'élection des membres de la commission permanente se fait au scrutin à bulletin secret ou public, selon le choix des membres de la commission. Le choix du scrutin est soumis au vote des membres de la commission avant le début du processus électoral.

**Art. 66.** — Après l'achèvement de la première phase d'élection des membres de la commission permanente dans les limites et conditions minimales prévues à l'article 45 du

décret présidentiel n° 21-37 du 22 Joumada El Oula 1442 correspondant au 6 janvier 2021 susvisé, les superviseurs organisent le processus électoral dans sa deuxième phase afin de compléter l'élection du nombre maximal des membres de la commission permanente fixé à quinze (15) membres, c'est-à-dire en élisant de quatre (4) membres.

En cas d'égalité des voix, le membre le plus jeune est désigné pour faire partie de la commission permanente.

**Art. 67.** — Les opérations électorales pour l'élection des membres de la commission permanente est conclue par la rédaction d'un procès-verbal qui comprend, notamment la définition des procédures du processus initial d'élection (les candidats, le nombre de voix obtenues pour chaque candidat et les résultats finaux), ainsi que les procédures d'élection pour compléter les membres de la commission permanente.

**Art. 68.** — Les membres de chaque commission permanente se réunissent pour élire, parmi eux, un président.

Les opérations électorales pour l'élection du président de la commission sont supervisées par ses membres non candidats le plus âgé et le plus jeune.

**Art. 69.** — Les opérations électorales se déroulent par la réception des candidatures et l'organisation des élections, qui ont lieu au scrutin à bulletins secrets ou public, selon le choix des membres de la commission. Le choix de celui-ci est soumis au vote des membres de la commission avant le début des opérations électorales.

En cas d'égalité des voix au second tour, le membre le plus âgé est désigné.

Le vote peut être par acclamation s'il y a un seul candidat. Celui-ci est choisi sur les critères de l'expérience, de la compétence et de la capacité à diriger la commission.

Le membre le plus âgé et le membre le plus jeune chargés d'élire le président de la commission rédigent le procès-verbal final des opérations électorales, en deux exemplaires, dont l'un est conservé dans les archives du Conseil.

**Art. 70.** — Les commissions permanentes sont chargées des missions fixées par l'article 46 du décret présidentiel n° 21-37 du 22 Joumada El Oula 1442 correspondant au 6 janvier 2021 susvisé.

**Art. 71.** — La commission des compétences, du capital humain et de la transformation numérique se charge également :

- de contribuer, par des études et avis, à l'élaboration de proposition de programmes de formation au niveau de l'enseignement supérieur, ainsi que de formation professionnelle pluridisciplinaire, en adéquation avec la nouvelle réalité de numérisation et de développement durable ;
- d'élaborer des recherches et des études afin de proposer des programmes d'accompagnement des établissements pour s'adapter aux nouveaux besoins et exigences dans les domaines de la transformation numérique, notamment des programmes de formation au profit des ressources humaines.

**Art. 72.** — La commission de la concurrence, de la régulation et de l'économie mondiale se charge :

- d'élaborer des études et des recherches afin de proposer des programmes pratiques qui permettent le cadrage des activités économiques dans le but de passer à un environnement économique permettant aux opérateurs économiques de se développer dans un marché concurrentiel ;

- de formuler des propositions pratiques à même de renforcer, de manière efficiente, le dispositif de contrôle des systèmes de régulation du marché ;
- d'initier et contribuer à la mise en place d'un programme pratique pour aider les organismes nationaux à réguler le marché, à maintenir la compétitivité et à protéger les consommateurs.

**Art. 73.** — La commission de la démographie, de la santé et des territoires se charge de :

- d'élaborer des études et des recherches sur tous les aspects liés à la santé de la population, tant au niveau du système de santé, des stratégies, des politiques et des plans mis en place dans ce domaine, ainsi que du système de la prise en charge sanitaire, que des ressources humaines et matérielles liées à ce domaine, et proposer les solutions appropriées pour le développement de tous ces aspects ;
- d'élaborer des études et des recherches liées aux spécificités de la population, notamment dans les domaines de la recherche et des études relatives à la natalité, la fécondité et la mortalité, ainsi que le phénomène de migration de et vers l'Algérie ;
- d'élaborer les études relatives aux territoires, aux politiques d'urbanisation et à leurs relations avec les plans et les orientations liés à l'investissement.

**Art. 74.** — La commission de l'environnement, de la transition énergétique et du développement durable se charge de :

- d'évaluer les politiques liées aux questions environnementales, réaliser des études et des recherches dans le but de proposer des programmes efficaces de préservation de l'environnement, des milieux naturels et des écosystèmes, de protection de la biodiversité, de lutte contre la désertification, de promotion et de valorisation du capital naturel de l'Algérie ;
- d'étudier des propositions pratiques afin de maintenir les modes de production et de consommation durables et l'économie verte ;
- d'élaborer des études liées à l'évaluation des risques et des menaces de la dégradation de l'environnement et du changement climatique sur la sécurité alimentaire et la sécurité nationale ;
- d'élaborer des études et des recherches liées à la transition énergétique, à l'économie décarbonnée et aux objectifs du développement durable.

**Art. 75.** — La commission de la gouvernance financière et des politiques économiques se charge de :

- d'étudier et évaluer les politiques économiques menées par le Gouvernement ;
- d'élaborer des études et des recherches dans le but de proposer des solutions pratiques à même de servir d'aide au Gouvernement et ses institutions pour planifier la construction d'une économie efficace ;
- de contribuer, à travers des propositions pratiques, à la mise en œuvre des politiques économiques.

**Art. 76.** — La commission des processus démocratiques et de la participation citoyenne se charge de :

- d'étudier et évaluer les politiques de développement économique, social et environnemental aux niveaux national et local, en fonction des besoins et des aspirations des citoyens ;
- d'évaluer et d'élaborer des propositions pratiques concernant les voies et moyens de promouvoir la participation des représentants de la société civile à la vie économique, sociale et environnementale et redynamiser son rôle, tant au niveau national qu'au niveau local ;
- d'élaborer des propositions pratiques pour impliquer les représentants des organisations professionnelles relevant des principales activités nationales dans le processus de formulation et de mise en œuvre des politiques d'appui au développement économique, social et environnemental.

**Art. 77.** — La commission des Algériens établis à l'étranger se charge :

- d'étudier et d'évaluer les politiques publiques menées par les différents secteurs gouvernementaux en faveur de la communauté nationale établie à l'étranger ;
- d'élaborer des propositions pratiques pour soutenir les différents secteurs gouvernementaux afin d'améliorer les relations avec la communauté nationale à l'étranger et répondre à ses aspirations dans les domaines politique, économique, scientifique et technologique, de la vie culturelle et sociale et de la société civile.

**Art. 78.** — Les invitations sont envoyées aux membres des commissions permanentes cinq (5) jours, au moins, avant la réunion, accompagnées de l'ordre du jour établi et d'une copie des dossiers.

Chaque commission se réunit à la demande du bureau du Conseil ou à la demande de son président.

Les délibérations de la commission ne sont valables qu'en présence de la majorité de ses membres.

Les différents travaux de la commission sont approuvés à la majorité des voix des membres présents et, en cas d'égalité, la voix du président de la commission est prépondérante.

**Art. 79.** — Le président de la commission désigne, périodiquement, lors de chaque réunion, un rapporteur parmi ses membres ou en dehors d'elle, qui assure le secrétariat de la commission permanente.

**Art. 80.** — Le président de la commission peut déléguer, en cas de son absence, un membre de la commission pour présider la réunion.

En cas de vacance du poste du président de la commission, celui-ci est remplacé dans les mêmes conditions et modalités de sa nomination.

## 8 TITRE VIII STRUCTURES D'APPUI

**Art. 81.** — Conformément aux dispositions de l'article 47 du décret présidentiel n° 21-37 du 22 Joumada El Oula 1442 correspondant au 6 janvier 2021 susvisé, le Conseil peut créer des structures d'appui sous forme de sous-commissions, de commissions *ad hoc* et d'observatoires thématiques.

**Art. 82.** — Des sous-commissions sont constituées à partir de la commission permanente concernée et sont chargées d'étudier ou d'élaborer un thème relatif à un volet déterminé.

**Art. 83.** — La décision de constitution de la sous-commission, prise par le président, comprend la composition de ladite sous-commission, son président, les motifs de sa création, la question ou la problématique qui lui est confiée et ainsi que le délai qui lui est accordé pour préparer et accomplir sa mission.

**Art. 84.** — La sous-commission établit un rapport détaillé sur ses missions, qui sera remis au président du Conseil.

**Art. 85.** — La décision de création de la commission *ad hoc*, signée par le président, comporte la désignation de son président, sa composition en fonction de la nature de la thématique qui lui est assigné, les motifs de sa création, la question ou la problématique qui lui est confiée et le délai pour l'accomplissement de sa mission.

**Art. 86.** — La commission *ad hoc* établit un rapport détaillé sur ses travaux, qui est remis au président du Conseil.

**Art. 87.** — Le Conseil peut, en cas de besoin, créer des observatoires thématiques relatifs aux orientations décisives, susceptibles d'impacter la société et l'économie.

**Art. 88.** — L'observatoire est considéré comme un espace et un cadre pour la mission de veille en matière des thématiques à dimension stratégique. Ses missions consistent en l'observation et l'anticipation, par des études et des recherches, sur les évolutions les plus importantes intervenant dans l'environnement interne et international, et dans tous les domaines, afin d'aider les organismes gouvernementaux à prendre des décisions de portée stratégique et leur permettre de mener des opérations de prospective sur des bases scientifiques et en adéquation avec les évolutions de l'environnement.

**Art. 89.** — La décision de création de l'observatoire thématique, signée par le président, comprend la désignation de son responsable, sa composition, et le thème objet d'étude. L'observatoire soumet au président du Conseil des rapports périodiques sur ses travaux.

**Art. 90.** — L'observatoire thématique est composé de membres du Conseil, et il peut être élargi aux cadres du Conseil, experts et spécialistes, qui ont l'expertise et la connaissance approfondie de la thématique d'étude.

## **9** TITRE IX DISPOSITIONS FINALES

**Art. 91.** — Le présent règlement intérieur, approuvé par L'Assemblée Plénière, entre en vigueur après son approbation par décret exécutif.

**Art. 92.** — Les articles du présent règlement intérieur peuvent faire l'objet de modifications sur proposition du président du Conseil, du bureau du Conseil ou des deux tiers 2/3 de ses membres. Les modifications sont approuvées dans les mêmes formes.

**Art. 93.** — Une copie du présent règlement intérieur est remise aux membres du Conseil national économique, social et environnemental après sa publication au *Journal officiel*. Une copie est également remise à chaque nouveau membre dès son installation. Une copie est aussi remise aux personnalités participantes, ainsi qu'à toute personne ou expert inscrit sur la liste spéciale dédiée à cet effet.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

المجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي والبيئي



# النظام الداخلي للمجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي والبيئي

المصادق عليه في الجمعية العامة بتاريخ يومي 28 و 29 سبتمبر 2021،  
والموافق عليه بموجب المرسوم التنفيذي رقم 22-151 المؤرخ في 10 رمضان  
عام 1443 الموافق 11 أبريل سنة 2022.

أبريل 2022

## الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

مرسوم تنفيذي رقم 22-151 مؤرخ في 10 رمضان عام 1443 الموافق 11 أبريل سنة 2022، يتضمن الموافقة على النظام الداخلي للمجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي والبيئي

إنّ الوزير الأول،

- بناء على الدستور، لاسيما المادتان 112-5 و141 (الفقرة 2) منه،
- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 21-37 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 6 جانفي سنة 2021 والمتضمن تشكيلة المجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي والبيئي وسيره،
- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 21-71 المؤرخ في 4 رجب عام 1442 الموافق 16 فبراير سنة 2021 والمتضمن تنظيم المصالح الإدارية والتقنية للمجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي والبيئي،
- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 21-275 المؤرخ في 19 ذي القعدة عام 1442 الموافق 30 يونيو سنة 2021 والمتضمن تعيين الوزير الأول،
- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 21-281 المؤرخ في 26 ذي القعدة عام 1442 الموافق 7 يوليو سنة 2021 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة، المعدل،
- وبعد الاطلاع على المحضر المؤرخ في 30 سبتمبر سنة 2021 والمتضمن المصادقة على النظام الداخلي للمجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، من طرف جمعياته العامة،

يرسم ما يأتي:

**المادة الأولى:** تطبيقا لأحكام المادة 53 من المرسوم الرئاسي رقم 21-37 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 6 جانفي سنة 2021 والمذكور أعلاه، يهدف هذا المرسوم إلى الموافقة على النظام الداخلي للمجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، الملحق بهذا المرسوم.  
**المادة 2:** ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 10 رمضان 1443 الموافق 11 أبريل سنة 2022.

أيمن بن عبد الرحمان

## الملحق

النظام لداخلي للمجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي والبيئي  
(المصادق عليه من طرف الجمعية العامة بتاريخ 30 سبتمبر سنة 2021)

### الباب الأول أحكام عامة

# 1

**المادة الأولى:** يحدد هذا النظام الداخلي القواعد العامة التي تحكم عمل المجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي والبيئي وكذا سير أشغاله التي تتم على مستوى مختلف أجهزته ولجانه الدائمة والفرعية والخاصة، والمراسد الموضوعاتية. ويحدد أيضا قواعد الانضباط المطبقة على أعضائه.

يدعى المجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي والبيئي في صلب النص "المجلس".

**المادة 2:** يطبق هذا النظام الداخلي على كل أعضاء المجلس وكذا شركائه.

وتطبق أحكامه مهما يكن المكان الذي يجتمع فيه عند الضرورة أو المصلحة.

**المادة 3:** المجلس هيئة استشارية وإطار للحوار والتشاور والاقتراح والتحليل والاستشراف، وبهذه الصفة، فإنه يضطلع، إضافة إلى المهام المحددة في المادة 3 من المرسوم الرئاسي رقم 21-37 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 6 جانفي سنة 2021 والمتضمن تشكيله المجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي والبيئي وسيره، بالمهام الآتية:

- تنظيم ندوات ومنتديات وأيام دراسية حول المواضيع ذات الصلة بمهامه،
- تنظيم منتديات دولية حول المواضيع الاقتصادية والاجتماعية والبيئية،
- إصدار مجلات ومنشورات في المواضيع ذات الصلة بمهامه،
- إبرام اتفاقيات واتفاقات التعاون مع مختلف الهيئات الوطنية والدولية في المواضيع ذات الصلة بمهامه واختصاصاته، وذلك طبقا للأحكام التشريعية والتنظيمية المعمول بها،
- إعادة تنشيط العلاقات مع مؤسسات التعليم العالي والمجالس المنتخبة بما يسمح بترقية الحوار والتشاور قصد دراسة المواضيع ذات الصلة بمهامه واقتراح الحلول للإشكاليات المطروحة.

**المادة 4:** يستدعي رئيس المجلس، فور تنصيبه، أعضاء اللجنة الخاصة المنصوص عليها في المادة 16 من المرسوم الرئاسي رقم 21-37 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 6 جانفي سنة 2021 والمذكور أعلاه، قصد ضبط معايير اختيار الأعضاء الممثلين عن المجتمع المدني، ويتولى نشرها.

**المادة 5:** يطلب رئيس المجلس، عن طريق مراسلة مسؤولي إدارات ومؤسسات الدولة والقطاعات الاقتصادية والاجتماعية والبيئية، اقتراح ممثليهم لعضوية المجلس طبقا للكيفيات المحددة في المرسوم الرئاسي رقم 21-37 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 6 جانفي سنة 2021 والمذكور أعلاه.

**المادة 6:** في حالة معاينة إلغاء بعض الهيئات أو تغيير في طبيعتها القانونية، يقترح رئيس المجلس الهيئات البديلة عنها بموجب مقرر.

**المادة 7:** فور انتهاء اللجنة الخاصة من تحديد ممثلي المجلس بعنوان القطاعين الاجتماعي والاقتصادي وكذا ممثلي المجتمع المدني، بموجب مداولة، وتلقي رئيس المجلس تعيين الشخصيات المؤهلة، يحدد هذا الأخير القائمة الاسمية النهائية لمائتي (200) عضو الذين يشكلون منهم المجلس، بموجب مقرر. وينشر المقرر في الجريدة الرسمية، طبقا لأحكام المادة 17 من المرسوم الرئاسي رقم 21-37 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 6 جانفي سنة 2021 والمذكور أعلاه.

يتخذ رئيس المجلس الإجراءات اللازمة لتنصيب الأعضاء رسميا في جلسة احتفائية وعلنية عند أول اجتماع للجمعية العامة، وذلك لعهد مدتها ثلاث (3) سنوات قابلة للتجديد مرة واحدة.

**المادة 8:** يؤدي أعضاء المجلس، أثناء تنصيبهم، اليمين القانونية بالصيغة المحددة في المادة 18 من المرسوم الرئاسي رقم 21-37 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 6 جانفي سنة 2021 والمذكور أعلاه، يثبت التنصيب وأداء اليمين بمحضر رسمي، ويسلم كل عضو نسخة منه.

تحفظ النسخة الرسمية لهذا المحضر في أرشيف المجلس، للرجوع إليها عند الحاجة.

**المادة 9:** يوزع رئيس المجلس، على أعضاء الجمعية العامة الأولى خلال جلسة تنصيبها، استمارات التعهد بعدم وجودهم ضمن حالات التنافي المحددة ضمن المادة 9 من المرسوم الرئاسي رقم 21-37 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 6 جانفي سنة 2021 والمذكور أعلاه.

يتم إجراء تحقيق إداري بشأن التصريحات الأعضاء الواردة في التعهد بعدم وجودهم ضمن حالات التنافي.

يتم إذار العضو الموجود ضمن حالة التنافي، ومنحه أجلا معقولا لتسوية وضعيته، تحت طائلة فقدان صفة العضوية بالمجلس.

يفقد العضو، بقوة القانون، صفة العضوية في المجلس عند عدم تسويته لوضعيته القانونية.

كما يفقد العضو صفة العضوية، بقوة القانون، إذا فقد الصفة التي عين على أساسها.

**المادة 10:** يجب على العضو أن يعلم كتابيا مكتب المجلس بالتصريح بالترشح لوظيفة انتخابية حين استلام وثيقة قبول ترشحه للانتخابات الصادرة من الهيئات المخولة لذلك.

يتم تعليق العضوية في المجلس، ابتداء من تاريخ التصريح بالترشح لوظيفة انتخابية، إلى غاية إعلان النتائج.

**المادة 11:** بالإضافة إلى الحالات المنصوص عليها في المرسوم الرئاسي رقم 21-37 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 6 جانفي سنة 2021 والمذكور أعلاه، والمتعلقة بفقدان العضوية بقوة القانون أو في الحالات التلقائية، المحددة في المواد 9 و10 و19 منه، يفقد عضو المجلس، أيضا، العضوية في الحالات الآتية:

- الوفاة،

- الاستقالة،

- صدور عقوبة تأديبية تتعلق بالتوقيف وفقدان العضوية في المجلس طبقا لأحكام المادة 43 أدناه،

- حدوث مانع يحول دون إمكانه ممارسة العضوية.

**المادة 12:** يصدر رئيس المجلس في كل الحالات المذكورة ضمن المادتين 9 و10 مقررًا بفقدان صفة العضوية. ويتم استخلاف العضو المعني حسب نفس الشروط التي تم تعيينه بها. كما يتولى تحيين القائمة الاسمية لأعضاء المجلس التي تنشر في الجريدة الرسمية.

### الباب الثالث

## 3

### إعداد الآراء والتقارير حول مواضيع الإخطار

**المادة 13:** يعرض رئيس المجلس موضوع الإخطار الوارد من رئيس الجمهورية أو من الوزير الأول، أو رئيس الحكومة، حسب الحالة، المنصوص عليه في المادة 4 من المرسوم الرئاسي رقم 21-37 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 6 جانفي سنة 2021 والمذكور أعلاه، على أعضاء مكتب المجلس، فور تلقيه.

يتولى مكتب المجلس، بعد دراسة موضوع الإخطار وقصد إعداد الآراء أو التقارير المطلوبة، إمّا:

- تعيين لجنة دائمة أو أكثر،

- إنشاء لجنة خاصة تضم أعضاء من المجلس.

كما يتولى تحديد آجال الإنجاز ضمن الحدود القصوى المحددة في المادة 5 من المرسوم الرئاسي رقم 21-37 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 6 جانفي سنة 2021 والمذكور أعلاه.

**المادة 14:** إذا ارتأت اللجنة الدائمة أو اللجنة الخاصة، أن موضوع الإخطار يقتضي تمديد آجال إعداد الرأي أو التقرير، يوجه رئيسها طلبًا معللًا الى المكتب بذلك، يحدد فيه الأجل الإضافي المطلوب، على ألا يتجاوز ثلاثين (30) يوما.

يحدد المكتب آجال التمديد ويبأغها إلى اللجنة المعنية التي يتعين عليها احترامه.

**المادة 15:** في حال التنبيه على الاستعجال من قبل جهة الإخطار، يمكن رئيس المجلس أن يتخذ الإجراءات الضرورية، قصد ضمان إنجاز الآراء أو التقارير.

**المادة 16:** في إطار إعداد الآراء والتقارير، وبالتنسيق مع مصالح الوزير الأول، يمكن الوزير المعني أو مسؤولي الهيئات أو المؤسسات العمومية أو ممثلهم برتبة مدير مركزي، على الأقل، حضور أشغال اللجنة لتقديم التوضيحات اللازمة، وذلك طبقاً لأحكام المادة 6 من المرسوم الرئاسي رقم 21-37 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 6 جانفي سنة 2021 والمذكور أعلاه.

ترسل الدعوات مع الملف المرفق قبل عشرة (10) أيام على الأقل، من انعقاد جلسة الأشغال، على ألا تتجاوز هذه المدة عشرين (20) يوماً، حسب طبيعة الإخطار.

لرئيس وحده صلاحية إمضاء هذه الدعوات.

**المادة 17:** تتولى اللجنة، فور الانتهاء من إعداد الرأي أو التقرير، إرساله إلى مكتب المجلس الذي يتولى تقرير مدى إمكانية برمجته في اجتماع الجمعية العامة أو في مكتب المجلس، لدراسته والمصادقة عليه.

**المادة 18:** يوقع رئيس المجلس على النسخة الأصلية للرأي أو التقرير، وتحفظ نسخة منه بأرشيف المجلس. يبلغ رئيس المجلس الرأي أو التقرير، مرفقاً بالوثائق المتعلقة به عند الاقتضاء، إلى سلطات الإخطار في ثلاثة (3) نسخ.

## الباب الرابع

# 4

### الاستعانة بالشخصيات المشاركة ودعوة الأشخاص و /أو الخبراء

#### القسم الأول

#### الاستعانة بالشخصيات المشاركة

**المادة 19:** يجتمع مكتب المجلس لأجل وضع وضبط الشروط الواجبة توفرها في الشخصيات المشاركة، المنصوص عليها في المادة 32 من المرسوم الرئاسي رقم 21-37 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 6 جانفي سنة 2021 والمذكور أعلاه.

يحدد مكتب المجلس، حسب احتياجات اللجان الدائمة، المعبر عنها، الاختصاصات المطلوبة في تعيين الشخصيات المشاركة، ويحدد الشروط المرتبطة بالخبرة في المجال المطلوب والمهارات والتجربة، وذلك بموجب لائحة.

يقدم رؤساء اللجان اقتراحات الشخصيات المشاركة إلى المكتب، الذي يجمع الاقتراحات ويعدها ضمن قائمة. تعرض القائمة على تصويت أعضاء مكتب المجلس، على ألا يتجاوز عددها عشر (10) شخصيات.

**المادة 20:** تعين الشخصيات المشاركة بموجب مقرر من رئيس المجلس، ويتم إبرام عقد مع كل شخصية مشاركة، يخضع للتشريع المعمول به.

**المادة 21:** تلتزم كل شخصية مشاركة بالحفاظ على السر المهني، وعلى كل المعلومات والوثائق التي يطلع عليها عند أداء مهامه أو بمناسبةها، تحت طائلة العقوبات المنصوص عليها في التشريع المعمول به.

### القسم الثاني

#### دعوة الأشخاص و/ والخبراء

**المادة 22:** يمكن المجلس أن يعين أي شخص و/أو خبير تكون مساهمته مفيدة في أشغاله، وذلك من ضمن المسجلين في القائمة التي يعدها رئيس المجلس مسبقاً، بعد أخذ رأي المكتب.

**المادة 23:** ينشر رئيس المجلس إعلاناً حول الترشيح لقائمة الأشخاص والخبراء الذين يستعين بهم المجلس، تتضمن، على وجه الخصوص، تحديد التخصصات المطلوبة والشهادات أو المعارف النظرية والعملية، وكذا الخبرة المهنية المطلوبة التي لا تقل في كل الأحوال، عن عشر (10) سنوات في التخصص.

بعد تلقي الترشيحات والتأكد من توفر الشروط، تضبط قائمة هؤلاء الأشخاص والخبراء.

**المادة 24:** يكون الشخص أو الخبير المعين مسؤولاً عن الوثائق التي تسلّم له في إطار تنفيذ المهمة المسندة له، ويتعين عليه إعادتها للمجلس بعد الانتهاء من مهمته.

**المادة 25:** يلتزم كل شخص و/أو خبير بالحفاظ على السر المهني، وعلى كل المعلومات والوثائق التي يطلع عليها عند أداء مهامه أو بمناسبةها، تحت طائلة العقوبات المنصوص عليها في التشريع المعمول به.

**المادة 26:** يؤدي الشخص أو الخبير المعين مهمته في إطار اتفاقية تحدد مدتها والأعمال المطلوبة وآجال تسليمها وأتعاب الخبير.

**المادة 27:** يخضع أعضاء المجلس إلى الواجبات، ويتمتعون بالحقوق المنصوص عليها في المرسوم الرئاسي رقم 21-37 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 6 جانفي سنة 2021 والمذكور أعلاه، حسب التفصيل المبين أدناه لكل واجب وحق.

### القسم الأول

#### واجبات أعضاء المجلس

**المادة 28:** تؤدي اليمين خلال جلسة التصويب، بوقوف الأعضاء، على أن يتولى رئيس المجلس أو من يفوضه تلاوة نص اليمين، ويقوم كل عضو بأداء القسم.

**المادة 29:** يكون حضور أشغال الجمعية العامة واجتماعات اللجان، شخصياً وإجبارياً، ما عدا في حالة وجود مبرر جدي للغياب أو بترخيص صريح ومسبق من رئيس المجلس و/أو رئيس اللجنة المعنية، حسب الحالة، الذي يسجل ضمن سجل خاص مؤشر عليه من طرف رئيس المجلس.

مع مراعاة احكام الفقرة السابقة، تفقد العضوية عند تكرار الغياب بتجاوز حدود ما تسمح به المادة 19 من المرسوم الرئاسي رقم 21-37 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 6 جانفي سنة 2021 والمذكور أعلاه.

يتولى رئيس المجلس تبليغ سلطة وصاية أعضاء المجلس الممثلين للشركات والمؤسسات الكبرى، والإطارات المسيّرة للمؤسسات التربوية والجامعية والتكوين المهني، وإدارات ومؤسسات الدولة، كتابياً، بغياب العضو التابع لها خلال الثماني والاربعون (48) ساعة الموالية لغيابه غير المبرر، قصد اتخاذ الإجراءات القانونية اللازمة.

**المادة 30:** يتعين على عضو المجلس السهر على احترام أحكام هذا النظام الداخلي، ويبذل في سبيل التمثيل الأحسن جهده في العمل والمشاركة بصفة فعلية وفعالة في أشغال المجلس واجتماعات اللجان، ويلتزم بأداء المهام المسندة له في الأجل المحددة وبالنوعية المطلوبة.

**المادة 31:** يتعين على عضو المجلس في إطار احترام السرية، عدم إفشاء أي معلومات أو وقائع مصنفة على أنها مكتومة، وذلك تحت طائلة العقوبات الجزائية المنصوص عليها في التشريع المعمول به، ودون الإخلال بالمتابعة التأديبية.

**المادة 32:** واجب التحفظ التزام سامٍ ولصيق بصفة العضوية في المجلس. وعلى العضو أن يسلك في سبيل ذلك السلوك اللائق بتمثيل هذه المؤسسة الدستورية. وفي هذا المجال يلتزم، على الخصوص، بعدم الإدلاء بتصريحات باسم المجلس إلى أي مؤسسة كانت إلا برخصة صريحة من طرف رئيسه.

**المادة 33:** يفيد المنع من استعمال الصفة أو المنصب التحلي بالسلوك الشريف والنزيه، واتقاء كل شبهة تتعلق بأعمال الفساد المحتملة.

ينحصر استعمال كل من صفة العضوية والمنصب في تأدية المهام المرتبطة بها فقط.

**المادة 34:** لا يمكن الجمع بين صفة العضوية وبين شغل منصب إداري من المناصب المحددة في المرسوم الرئاسي رقم 71-21 المؤرخ في 4 رجب عام 1442 الموافق 16 فبراير سنة 2021 والمتضمن تنظيم المصالح الإدارية والتقنية للمجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي والبيئي.

## القسم الثاني حقوق أعضاء المجلس

**المادة 35:** يتمتع أعضاء المجلس، لتأدية المهام المرتبطة بالعضوية، بما يأتي:

- الحق في المناقشة وإبداء الرأي بكل حرية في أشغال المجلس وخلال اجتماعات مختلف اللجان، في ظل احترام الرؤساء وآراء الغير وواجب الزمالة،
- الحصول على الوثائق اللازمة لتأدية المهام المسندة لهم، وكذا المنشورات التي يصدرها المجلس، حسب تخصص اللجنة التي ينتمون إليها، ما عدا تلك التي يتحفظ الرئيس على نشرها،
- الاستفادة من التسهيلات الإدارية والمادية، وذلك في إطار ما تسمح به الأحكام التنظيمية المعمول بها،
- حق استظهار صفة العضوية في المجلس بمناسبة تدخلاتهم الإعلامية أو منشوراتهم العلمية والمهنية، بعد إعلام رئيس المجلس مسبقا.

**المادة 36:** يستفيد أعضاء المجلس من التكفل بنفقات الإيواء والإطعام خلال دورات المجلس و /أو اجتماعات اللجان أو جلسات العمل، وكذا من مصاريف المهمات التي يشاركون فيها، وحسب الإجراءات المحددة من مكتب المجلس في إطار الاحترام التام للتنظيم المعمول به في هذا المجال.

**المادة 37:** تضمن الدولة حماية أعضاء المجلس من الضغوطات أو التهديدات والإهانات أو القذف أو التهجمات أو الاعتداءات التي قد يتعرضون لها أثناء أو بمناسبة ممارسة عضويتهم.

**المادة 38:** يبقى العضو في المجلس تابعا لجهة التعيين، ولا تمنح العضوية الحق في التفرغ، وعليه يستمر في الاستفادة من جميع الحقوق والمزايا المرتبطة بقطاع أو جهة الانتماء.

**المادة 39:** يمكن أن يكون كل عضو بالمجلس محل إجراء تأديبي بسبب الأفعال التي تصدر منه أثناء ممارسة العضوية في المجلس أو بمناسبتها وتكون مخالفة للقواعد والتنظيمات وقواعد ميثاق أخلاقيات وأدبيات المهنة وأحكام هذا النظام الداخلي.

**المادة 40:** يمكن رئيس المجلس توجيه تنبيه لأحد الأعضاء أثناء سير أشغال المجلس. يمثل التنبيه إجراء استباقيا، ويكون شفويا ومباشرا في الجلسة العلنية أو كتابيا.

ويتخذ التنبيه في الحالات الآتية:

- أخذ الكلمة في الاجتماعات دون ترخيص،
- غياب الإسهامات الإيجابية في أشغال المجلس وعدم تقديم الأعمال المطلوبة،
- عدم احترام أعضاء المجلس أثناء الاجتماعات،
- عدم احترام سير أشغال مختلف الهيئات وعرقلة عملها.

**المادة 41:** تنشأ لجنة خاصة بقواعد الانضباط برئاسة رئيس المجلس، تتكون من:

- رؤساء اللجان الدائمة السبع (7)،
- ممثل واحد (1) عن الأعضاء بعنوان القطاعات الاقتصادية،
- ممثل واحد (1) عن الأعضاء بعنوان المجتمع المدني،
- ممثل واحد (1) عن الأعضاء بعنوان الشخصيات المؤهلة،
- ممثل واحد (1) عن الأعضاء بعنوان إدارات الدولة ومؤسساتها.

يحضر الأمين العام للمجلس اجتماعات اللجنة، ويتولى أمانتها، وله صوت استشاري.

تحدد تشكيلة اللجنة الخاصة بمصادقة من الجمعية العامة بناء على اقتراح من رئيس المجلس.

**المادة 42:** تجتمع اللجنة الخاصة، بناء على استدعاء من الرئيس، للنظر في التقارير المرفوعة إليها من المكتب ضد أي عضو من أعضاء المجلس.

**المادة 43:** من اختصاص اللجنة الخاصة توقيع العقوبات الإدارية الآتية:

- الإنذار: ويمثل إجراء انضباطياً عقابياً للعضو، ويطبق في الحالات الآتية:
  - تكرار الأفعال التي تستوجب التنبيه،
  - الغياب أربع (4) مرات عن اجتماعات اللجان، دون مبرر،
  - الغياب مرتين (2) اثنتين عن أشغال المجلس، دون مبرر،
  - الإدلاء بتصريحات لوسائل الإعلام باسم المجلس دون ترخيص مسبق من رئيسه،
  - استعمال صفة عضوية المجلس للدعاية الانتخابية أو الحزبية،

• رفض الأعمال التي تدخل ضمن تخصص العضو، أو عدم إنجازها.

- **التوقيف وفقدان العضوية في المجلس:** ويمثل الإجراء الأخير بعد استنفاد كل من إجراءات التنبيه والإنذار، باستثناء الحالتين المذكورتين في المظتين 2 و3 أدناه، اللتين يترتب عليهما الفقد التلقائي والمباشر لصفة العضوية، ويطبق هذا الإجراء في الحالات الآتية:
- تكرار الأخطاء التي تترتب عليها عقوبة الإنذار،
  - الغياب عن أشغال مختلف اللجان خمس (5) مرات، دون مبرر،
  - الغياب لأكثر من دورتين (2) من دورات أشغال المجلس، دون مبرر،
  - سب أو شتم أحد أعضاء المجلس، أو مستخدميه،
  - استعمال العنف ضد أعضاء المجلس، أو مستخدميه،
  - إفشاء وقائع أو معلومات مصنفة ضمن المعلومات المكتومة،
  - عدم الالتزام بواجب التحفظ الذي يمليه عليه ميثاق وأدبيات المهنة،
  - استعمال صفة العضو لأغراض أخرى غير تلك التي تدخل ضمن ممارسة عهده.

تتخذ قرارات اللجنة الخاصة بأغلبية الاصوات، وفي حال تساوي عدد الأصوات، يكون صوت الرئيس مرجحاً. يتولى رئيس المجلس تنفيذ قرارات اللجنة الخاصة.

يتم إبلاغ السلطة الوصية التي يتبعها العضو المعني، ويتم استخلافه وفق الشروط والإجراءات المنصوص عليها.

## الباب السابع

# 7

### تنظيم هياكل المجلس

**المادة 44:** طبقاً لأحكام المادتين 34 و47 من المرسوم الرئاسي رقم 21-37 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 6 جانفي سنة 2021 والمذكور أعلاه، تتشكل أجهزة المجلس من:

- الرئيس،

- الجمعية العامة،

- المكتب،

- اللجان الدائمة.

ويمكن المجلس، عند الحاجة، إنشاء هياكل دعم أخرى تتمثل في اللجان الفرعية واللجان الخاصة والمرصد الموضوعاتية، وفق الإجراءات والتدابير المنصوص عليها في هذا النظام الداخلي.

## القسم الأول

### الرئيس

**المادة 45:** زيادة على صلاحيات رئيس المجلس المنصوص عليها في المادة 36 من المرسوم الرئاسي رقم 21-37 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 6 جانفي سنة 2021 والمذكور أعلاه، يتولى رئيس المجلس ما يأتي:

- استدعاء أعضاء المجلس للاجتماع في الجمعية العامة، وفي دوراتها العادية أو غير العادية،
- استدعاء أعضاء مكتب المجلس للاجتماع،
- إعداد وإمضاء المقررات الداخلية، وبصفة خاصة مقررات توزيع المهام على أعضاء المجلس، وتحديد مهام نائب الرئيس ومقرر تعيين الشخصيات المشاركة، وقائمة الأشخاص و/ أو الخبراء الذين يستعين بهم المجلس،
- تنفيذ مقررات اللجنة الخاصة المكلفة بقواعد الانضباط،
- إبرام العقود والاتفاقيات والاتفاقات المتعلقة خصوصا بالاستعانة بالشخصيات المشاركة، والأشخاص و / أو الخبراء،
- إصدار وتوقيع عقوبة التنبيه.

## القسم الثاني

### الجمعية العامة

**المادة 46:** ترسل دعوات الحضور إلى أعضاء المجلس قبل خمسة عشر (15) يوما، على الأقل، من انعقاد الجمعية العامة، مرفقة بجدول الأعمال، ونسخة من الوثائق المعنية بالدراسة.

وفي حالة الدورات غير العادية، ترسل الدعوات قبل خمسة (5) أيام على الأقل، من انعقادها.

**المادة 47:** تخول الجمعية العامة المهام المحددة في المادة 37 من المرسوم الرئاسي رقم 21-37 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 6 جانفي سنة 2021 والمذكور أعلاه.

**المادة 48:** تنطلق أشغال الجمعية العامة برئاسة رئيس المجلس الذي يعلن ذلك بكلمة افتتاحية بعد الاستماع لآيات بينات من الذكر الحكيم، ثم النشيد الوطني.

**المادة 49:** يكون إثبات الحضور لأشغال الجمعية العامة بالتوقيع على ورقة الحضور.

**المادة 50:** تتعدّد أشغال الجمعية العامة في جلسات علنية، إلا إذا قرر الرئيس أو أغلبية أعضائها، بالنظر إلى الموضوع محل الدراسة، خلاف ذلك.

**المادة 51:** يعين رئيس المجلس عند افتتاح جلسة الجمعية العامة أعضاء الأمانة التقنية من بين أعضاء المجلس.

تكلف الأمانة التقنية بتدوين أشغال الجمعية العامة في سجل خاص ومؤشر ومرقم لهذا الغرض.  
كما تدون أيضا تدخلات الأعضاء، وتسجل القرارات التي تم التداول بشأنها.  
وتتولى الأمانة أيضا إعداد المحضر النهائي للدورة، بالاستعانة بالأمانة العامة للمجلس، الذي يوقعه الرئيس.  
**المادة 52:** يصادق عند انطلاق الأشغال على جدول أعمال جلسات الجمعية العامة بأغلبية الأعضاء الحاضرين، ولا يمكن إدراج أي نقطة أخرى بعد المصادقة عليه.  
يمكن تأجيل النقاط الأخرى المقترحة لاحقا، في حال التمسك بها، إلى الدورة المقبلة.  
**المادة 53:** يتولى الرئيس إدارة الجلسة وتوزيع التدخلات بين أعضاء الجمعية العامة الذين يرغبون في التدخل وفق جدول الأعمال المصادق عليه، وذلك بعد التسجيل في قائمة المتدخلين، الموضوعة لدى الأمانة التقنية.  
يحدد الرئيس التوقيت المحدد لكل تدخل بما يسمح باحترام آجال انعقاد الدورة.  
تعتبر نقطة نظام تدخلا في الأمور التنظيمية فقط، ولا يسمح باستغلالها في الحديث عن مضمون جدول الأعمال.  
**المادة 54:** تختتم أشغال دورة الجمعية العامة بتلاوة التقارير والتوصيات النهائية.

### القسم الثالث مكتب المجلس

**المادة 55:** طبقا للمادة 41 من المرسوم الرئاسي رقم 21-37 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 6 جانفي سنة 2021 والمذكور أعلاه، يتكون المكتب الذي يترأسه رئيس المجلس، من رؤساء اللجان الدائمة السبع (7)، وثلاثة (3) ممثلين عن الشخصيات المؤهلة للاعتبار الشخصي، يختارهم مكتب المجلس في أول دورة له، عن طريق الانتخاب على قائمة الشخصيات المعدة مسبقا على أساس ترشح هؤلاء.  
**المادة 56:** ينتخب أعضاء المكتب من بينهم نائبا للرئيس، بالتصويت عليه من ضمن المترشحين. ويتولى تنظيم هذه الانتخابات العضو الأكبر سناً والأصغر سناً، من غير المترشحين.  
**المادة 57:** يجتمع مكتب المجلس في اجتماعات عادية مرة كل ثلاث (3) أشهر، وفي اجتماعات غير عادية كلما دعت الحاجة إلى ذلك بناء، على استدعاء من رئيسته، أو بطلب ثلثي (3/2) أعضائه.  
ترسل استدعاءات الحضور إلى أعضاء المكتب قبل عشرة (10) أيام على الأقل، من انعقاد الاجتماع، مرفقة بجدول الأعمال والوثائق المقترحة للدراسة.  
ويقلص الأجل في الاجتماعات غير العادية إلى خمسة (5) أيام.  
**المادة 58:** يرأس أشغال المكتب رئيس المجلس أو نائبه في حالة غياب الرئيس وبتكليف منه، ويصادق عند انعقاد الجلسة على جدول أعمال الاجتماع بأغلبية الأعضاء الحاضرين.  
تتم المصادقة على مختلف القرارات بأغلبية أصوات أعضاء المكتب الحاضرين، وفي حالة تساوي عدد الأصوات، يكون صوت الرئيس مرجّحا.

التصويت شخصي ولا يجوز تفويضه.

**المادة 59:** يمكن استعمال تقنية التحاضر المرئي عن بعد في اجتماعات المكتب كلما اقتضت الضرورة ذلك، بترخيص من رئيس المجلس.

يأخذ الاجتماع بتقنية التحاضر المرئي عن بعد نفس حكم الاجتماع الحضوري أو الشخصي.

## القسم الرابع اللجان الدائمة

**المادة 60:** طبقاً لأحكام المادة 44 من المرسوم الرئاسي رقم 21-37 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 6 جانفي سنة 2021 والمذكور أعلاه، يتكون المجلس من سبع (7) لجان دائمة كالاتي:

- لجنة الكفاءات ورأس المال البشري والتحول الرقمي،
- لجنة المنافسة والضبط والاقتصاد العالمي،
- لجنة الديمغرافيا والصحة والأقاليم،
- لجنة البيئة والانتقال الطاقوي والتنمية المستدامة،
- لجنة الحوكمة المالية والسياسات الاقتصادية،
- لجنة المسارات الديمقراطية والمشاركة المواطنة،
- لجنة الجزائريين المقيمين في الخارج.

**المادة 61:** يتولى رئيس المجلس التوزيع الأولي لكل أعضاء المجلس على اللجان الدائمة بالنظر إلى تخصصاتهم ومؤهلاتهم.

**المادة 62:** يقوم الأعضاء المعينون في كل لجنة بانتخاب أعضاء اللجنة الدائمة بمراعاة أحكام المادة 45 من المرسوم الرئاسي رقم 21-37 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 6 جانفي سنة 2021 والمذكور أعلاه.

**المادة 63:** يتولى عملية انتخاب أعضاء اللجنة الدائمة العضوان الأكبر والأصغر سنًا من أعضاء كل لجنة، من غير المترشحين، اللذان يتوليان إدارة العملية الانتخابية والإشراف عليها.

**المادة 64:** يقوم الأعضاء المعينون في كل لجنة، في المرحلة الأولى، بانتخاب أعضاء اللجنة الدائمة بمراعاة أحكام المادة 45 من المرسوم الرئاسي رقم 21-37 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 6 جانفي سنة 2021 والمذكور أعلاه.

في حال تساوي عدد الأصوات، يتم اختيار العضو الأقل سناً لعضوية اللجنة الدائمة.

**المادة 65:** يتم انتخاب أعضاء اللجنة الدائمة بالاقتراع السري أو العلني، حسب اختيار أعضاء اللجنة. ويخضع اختيار ذلك إلى التصويت من طرف أعضاء اللجنة قبل بداية العملية الانتخابية.

**المادة 66:** بعد الانتهاء من عملية الانتخاب الأولى لأعضاء اللجنة الدائمة ضمن الحدود والشروط الدنيا المنصوص عليها في المادة 45 من المرسوم الرئاسي رقم 21-37 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 6 جانفي سنة 2021 والمذكور أعلاه، يتولى المشرفون تنظيم العملية الانتخابية في مرحلتها الثانية وذلك لاستكمال انتخاب الحد الأقصى من تشكيلة اللجنة الدائمة والمحدد بخمسة عشر (15) عضواً، أي باستكمال انتخاب أربعة (4) أعضاء.

في حالة تساوي عدد الأصوات، يتم اختيار العضو الأقل سناً لعضوية اللجنة الدائمة.

**المادة 67:** تتوج عملية انتخاب أعضاء اللجنة الدائمة بتحرير محضر يتضمن خصوصاً تحديد إجراءات عملية الانتخاب الأولية (بذكر المترشحين، وعدد الأصوات المتحصل عليها لكل مترشح وتحديد النتائج النهائية)، وكذا إجراءات انتخاب استكمال أعضاء اللجنة الدائمة.

**المادة 68:** يجتمع أعضاء كل لجنة دائمة لانتخاب رئيس من بينهم.

يشرف على عملية انتخاب رئيس اللجنة عضواها الأكبر سناً والأصغر سناً من غير المترشحين.

**المادة 69:** تتم عملية الانتخاب بتلقي الترشيحات وتنظيم الانتخاب الذي يتم عن طريق الاقتراع السري أو الاقتراع العلني، حسب اختيار أعضاء اللجنة. ويخضع اختيار ذلك إلى التصويت من طرف أعضاء اللجنة قبل بداية العملية الانتخابية.

في حال التساوي في عدد الأصوات في الدور الثاني، يتم اختيار العضو الأكبر سناً،

يمكن أن يكون الاقتراع عن طريق التزكية إذا كان هناك مترشح واحد، ويختار على أساس معايير الخبرة والكفاءة والقدرة على تسيير اللجنة.

يتولى العضوان الأكبر سناً والأصغر سناً المكلفان بانتخاب رئيس اللجنة، إعداد المحضر النهائي للعملية الانتخابية، وذلك في نسختين، تحفظ إحداها على مستوى أرشيف المجلس.

**المادة 70:** تكلف اللجان الدائمة بالمهام المحددة في المادة 46 من المرسوم الرئاسي رقم 21-37 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 6 جانفي سنة 2021 المذكور أعلاه.

**المادة 71:** تتولى لجنة الكفاءات ورأس المال البشري والتحول الرقمي، أيضاً، ما يأتي:

- المساهمة بالدراسات والآراء في وضع مقترح برامج تكوينية على مستوى التعليم العالي وكذا التكوين المهني المتعدد التخصصات، تماشياً مع الواقع الجديد المتمثل في الرقمنة والتنمية المستدامة،
- إعداد بحوث ودراسات قصد اقتراح برامج مرافقة المؤسسات للتكيف مع الاحتياجات والمتطلبات الجديدة في مجالات التحول الرقمي، ولاسيما منها البرامج التكوينية للموارد البشرية.

**المادة 72:** تتولى لجنة المنافسة والضبط والاقتصاد العالمي ما يأتي:

- إعداد الدراسات والبحوث قصد اقتراح برامج عملية تعمل على تأطير الأنشطة الاقتصادية بهدف الانتقال إلى بيئة اقتصادية تسمح للمتعاملين الاقتصاديين بالتطور في سوق تنافسية،
- صياغة اقتراحات عملية من شأنها تعزيز نظام الرقابة على أنظمة ضبط الأسواق بطريقة ناجعة،

- المبادرة والمساهمة في اقتراح برنامج عملي يعمل على مساعدة الهيئات الوطنية في تنظيم السوق والحفاظ على القدرة التنافسية وحماية المستهلك.

### المادة 73: تتولى لجنة الديمغرافيا والصحة والأقاليم ما يأتي:

- إعداد الدراسات والبحوث في جميع الجوانب المتعلقة بصحة السكان، من حيث النظام الصحي، والاستراتيجيات والسياسات والخطط الموضوعة في هذا المجال، ونظام الرعاية الصحية، وكذا الموارد البشرية والمادية المرتبطة بهذا المجال، واقتراح الحلول المناسبة من أجل تطوير كل هذه الجوانب،
- إعداد الدراسات والبحوث المتعلقة بخصائص السكان، ولاسيما مجالات البحث والدراسة في معدلات المواليد والخصوبة والوفيات، وكذا ظاهرة الهجرة من وإلى الجزائر،
- إعداد الدراسات المتعلقة بالأقاليم، وسياسات التعمير، وعلاقتها بالخطط والتوجهات المرتبطة بالاستثمار.

### المادة 74: تتولى لجنة البيئة والانتقال الطاقوي والتنمية المستدامة ما يأتي:

- تقييم السياسات المتعلقة بالمواضيع البيئية، والقيام بالدراسات والبحوث قصد اقتراح برامج فعالة من أجل الحفاظ على البيئة والأوساط الطبيعية والنظم البيئية، وحماية التنوع البيولوجي، ومحاربة التصحر، وتعزيز الممتلكات الطبيعية التي تزخر بها الجزائر وتثمينها،
- دراسة مقترحات عملية من أجل الحفاظ على أنماط الإنتاج والاستهلاك المستدام والاقتصاد الأخضر،
- إعداد الدراسات المتعلقة بتقييم مخاطر وتهديدات التدهور البيئي والتغير المناخي على الأمن الغذائي والأمن القومي،
- إعداد الدراسات والبحوث المتعلقة بالانتقال الطاقوي، والاقتصاد عديم الكربون، وأهداف التنمية المستدامة.

### المادة 75: تتولى لجنة الحوكمة المالية والسياسات الاقتصادية ما يأتي:

- دراسة وتقييم السياسات الاقتصادية التي تباشرها الحكومة،
- إعداد الدراسات والبحوث من أجل اقتراح حلول عملية تساعد الحكومة وهيئاتها في التخطيط لبناء اقتصاد فعال،
- المساهمة بمقترحات عملية في تنفيذ السياسات الاقتصادية.

### المادة 76: تتولى لجنة المسارات الديمقراطية والمشاركة الوطنية ما يأتي:

- دراسة وتقييم سياسات التنمية الاقتصادية والاجتماعية والبيئية على المستويين الوطني والمحلي، وفق احتياجات وتطلعات المواطنين،
- تقييم وإعداد مقترحات عملية حول طرق ووسائل ترقية مشاركة ممثلي المجتمع المدني في الحياة الاقتصادية والاجتماعية والبيئية وتفعيل دوره، سواء على الصعيد الوطني أو المحلي،
- إعداد مقترحات عملية لإشراك ممثلي المنظمات المهنية التابعة للأنشطة الوطنية الرئيسية في سيرورة صياغة وتنفيذ سياسات دعم التنمية الاقتصادية والاجتماعية والبيئية.

**المادة 77:** تتولى لجنة الجزائريين المقيمين في الخارج ما يأتي:

- دراسة وتقييم السياسات العامة التي تنتهجها مختلف القطاعات الحكومية في صالح الجالية الوطنية المقيمة في الخارج،
- إعداد مقترحات عملية لدعم مختلف القطاعات الحكومية قصد تحسين العلاقة مع الجالية الوطنية بالخارج والاستجابة لتطلعاتها في المجالات السياسية والاقتصادية والعلوم والتكنولوجيا والحياة الثقافية والاجتماعية والمجتمع المدني.

**المادة 78:** ترسل دعوات الحضور لأعضاء اللجان الدائمة قبل خمسة (5) أيام على الأقل، من انعقاد الاجتماع، مرفقة بجدول الأعمال المقرر ونسخة من الملفات.

تجتمع كل لجنة بناء على طلب من مكتب المجلس، أو بطلب من رئيسها. لا تصح مداوات اللجنة إلا بحضور أغلبية أعضائها.

تتم المصادقة على مختلف أشغال اللجنة بأغلبية أصوات الأعضاء الحاضرين. وفي حالة تساوي عدد الأصوات، يكون صوت رئيس اللجنة مرجحاً.

**المادة 79:** يعين رئيس اللجنة دورياً، في كل اجتماع، مقرراً من بين أعضائها أو من خارجها، يتولى أمانة اللجنة الدائمة.

**المادة 80:** يمكن رئيس اللجنة، في حالة غيابه، تفويض أحد أعضاء اللجنة لرئاسة الاجتماع.

في حالة شغور منصب رئيس اللجنة، يستخلف وفق نفس الشروط والإجراءات التي تم تعيينه بموجبها.

## الباب الثامن

# 8

### هياكل الدعم

**المادة 81:** يمكن للمجلس أن ينشئ هياكل دعم تتمثل في اللجان الفرعية واللجان الخاصة والمراصد الموضوعاتية، طبقاً لأحكام المادة 47 من المرسوم الرئاسي رقم 21-37 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 6 جانفي سنة 2021 والمذكور أعلاه.

**المادة 82:** يتم إنشاء لجان فرعية تنفرع من اللجنة الدائمة المعنية، وتكلف بدراسة أو إعداد موضوع يتعلق بجزئية محددة.

**المادة 83:** يتضمن مقرر إنشاء اللجنة الفرعية الذي يمضيه الرئيس، تشكيلة اللجنة الفرعية ورئيسها، ودواعي إنشائها، والمسألة أو الإشكالية الموكلة لها، وكذا المدة الممنوحة للجنة الفرعية لإعداد المطلوب منها.

**المادة 84:** تعد اللجنة الفرعية تقريراً مفصلاً عن مهامها، يسلم لرئيس المجلس.

**المادة 85:** يتضمن مقرر إنشاء اللجنة الخاصة، الذي يمضيه الرئيس، تعيين رئيسها، وتشكيلتها حسب طبيعة الموضوع المسند إليها، ودواعي إنشائها، والمسألة أو الإشكالية الموكلة لها ومدة عمل اللجنة.

**المادة 86:** تعد اللجنة الخاصة تقريراً مفصلاً عن أشغالها، يسلم لرئيس المجلس.

**المادة 87:** يمكن المجلس، عند الحاجة، إحداث مرادف موضوعاتية تتعلق بالتوجهات الحاسمة، والتي من شأنها التأثير في المجتمع والاقتصاد.

**المادة 88:** يعتبر المرصد فضاء وإطار لمهمة اليقظة في المواضيع ذات البعد الاستراتيجي، وتحدد مهامه في الملاحظة والترقب، عن طريق الدراسات والبحوث لأهم التغيرات الحاصلة في البيئة الداخلية والعالمية وفي كل المجالات، قصد مساعدة الهيئات الحكومية في اتخاذ القرارات ذات البعد الاستراتيجي وتسمح لها ببناء العمليات الاستشرافية على أساس علمي وتماشيا مع المستجدات الحاصلة في البيئة.

**المادة 89:** يتضمن مقرر إنشاء المرصد الموضوعاتي الذي يمضيه الرئيس، تعيين رئيسه وتشكيلته والموضوع محل الدراسة،

يقدم المرصد تقارير دورية عن أشغاله لرئيس المجلس.

**المادة 90:** يتشكل المرصد الموضوعاتي من أعضاء المجلس، ويمكن توسيعه لإطارات المجلس والخبراء والمختصين، ممن لديهم الدراية والمعرفة الشاملة بموضوع الدراسة.

## الباب التاسع

# 9

### أحكام ختامية

**المادة 91:** يدخل هذا النظام الداخلي المصادق عليه من طرف الجمعية العامة حيز التنفيذ، بعد الموافقة عليه بموجب مرسوم تنفيذي.

**المادة 92:** يمكن تعديل مواد هذا النظام الداخلي بناء على اقتراح من رئيس المجلس أو مكتبه أو ثلثي (2/3) أعضائه، ويصادق على التعديلات وفقا للأشكال نفسها.

**المادة 93:** تسلم نسخة من هذا النظام الداخلي لأعضاء المجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي والبيئي بعد صدوره في الجريدة الرسمية.

كما تسلم لكل عضو جديد فور تنصيبه.

وتسلم أيضا للشخصيات المشاركة، وكذا لكل شخص أو خبير مدرج في القائمة الخاصة لذلك.